



Le Chômage des Jeunes et l'Instabilité Politique en Côte d'Ivoire

Kramo Kouakou Germain

Juillet 2020 / No. 676

Résumé

L'objectif de cette étude est d'analyser le lien entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique en Côte d'Ivoire. Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé une approche régionale pour mener une analyse sur la relation entre l'instabilité politique et le chômage des jeunes en Côte d'Ivoire et nous avons développé une méthode pour calculer l'indicateur d'instabilité politique. Des méthodes analytiques, descriptives et économétriques ont été utilisées pour analyser les données des enquêtes menées par rapport aux niveaux de vie des ménages ainsi que des enquêtes sur l'emploi. Les résultats indiquent qu'en considérant les personnes âgées de 15 à 24 ans comme des jeunes uniquement,

on risque de sous-estimer le chômage des jeunes et l'impact des politiques visant à lutter contre le chômage des jeunes. Les statistiques ont également révélé un niveau très élevé de chômage des jeunes. Les résultats de l'estimation économétrique ont également montré une relation positive et significative entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique.

Mots-clés : *Chômage des jeunes, instabilité politique*

Introduction

Le chômage des jeunes et l'instabilité politique sont deux défis majeurs auxquels sont confrontés les pays africains. Au niveau mondial, 12,6 % des jeunes étaient au chômage en 2012. En Afrique subsaharienne¹, le taux de chômage s'élevait à 11,9 %. Selon les résultats des enquêtes sur l'emploi de 2012 et 2013, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a fait valoir que si l'on considère les personnes rémunérées en dessous du salaire minimum et le sous-emploi, le taux de chômage en Côte d'Ivoire était de 26,5 % en 2012. Ce taux de chômage est passé à 25 % en 2013. Ces taux peuvent sous-estimer l'ampleur du chômage des jeunes. Chaque année, des milliers de jeunes diplômés quittent les universités et collèges ivoiriens sans avoir pu trouver un stage ou leur premier emploi. Certains de ces jeunes sont assis sur le bord des routes, engagés dans de petites entreprises à la recherche du strict minimum pour survivre. Selon Kouakou (2011), 80 % des chômeurs en Côte d'Ivoire ont entre 25 et 34 ans et 29 % d'entre eux sont inactifs. Ce taux de chômage élevé chez les jeunes et la pauvreté croissante de la population exposent le pays à un risque élevé de bouleversements politiques et sociaux.

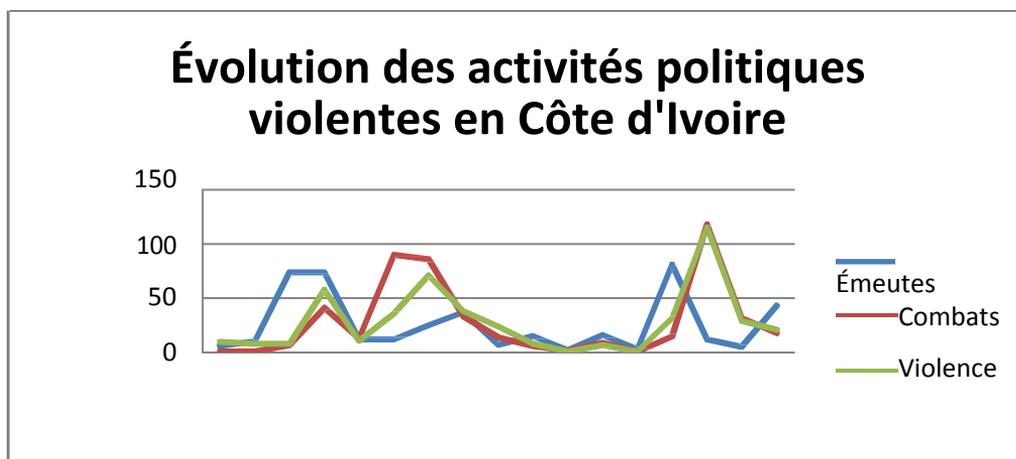
Depuis leur indépendance, tous les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont été confrontés à un moment ou à un autre à des coups d'État ou à des conflits armés². Il y a eu au moins 58 coups et tentatives de coups d'État dans ces pays (Rapport sur le développement dans le monde, 2011). Depuis l'indépendance en 1960 jusqu'à l'avènement de la démocratie en 1990, la Côte d'Ivoire a été citée comme un exemple de pays stable à une époque où des coups d'État se répétaient dans certains pays voisins. Mais à partir de 1990, le pays a été confronté à des troubles politiques qui ont conduit au premier coup d'État en 1999. Après ce coup d'État, le pays a traversé dix années de crise. Le graphique 1 montre l'évolution des émeutes, des luttes armées entre le gouvernement et les rebelles, et des violences contre la population civile en Côte d'Ivoire de 1997 à 2013. On peut voir que l'activité politique violente en Côte d'Ivoire a enregistré trois pointes au cours de cette période. Le premier record a été enregistré vers 1999 et 2000. Cette période a

1 Les indicateurs clés du marché du travail (KILM) de l'OIT, 8e édition

2 <http://www.ucdp.uu.se/gpdatabase/search.php> consulté le 19/06/2014

coïncidé avec le premier coup d'Etat en décembre 1999 et les tentatives de coup d'Etat en 2000. Le deuxième record a été enregistré vers 2002 et 2003. Ce deuxième record est le résultat de l'échec du coup d'État de septembre 2002 et du déclenchement de la crise politique et militaire qui a suivi. De 2005 à 2009, on a observé une diminution significative des activités violentes en raison de la signature des accords de paix et de la création d'un gouvernement d'union nationale. Le troisième record a été atteint entre 2010 et 2011. Cette période a été le résultat des violents troubles politiques qui ont fait suite aux élections présidentielles.

Graphique 1 : Evolution du nombre d'activités politiques violentes en Côte d'Ivoire



Source : Calcul de l'auteur basé sur les données de l'ACLED³

Lors des crises, les jeunes sont soit victimes, soit acteurs dans ces crises. Une proportion importante des jeunes qui sont actifs dans ces crises sont souvent au chômage. Cela nous amène à nous demander si les jeunes chômeurs sont au cœur des crises ou s'ils sont victimes de diverses crises. Le problème du chômage est devenu une menace pour la stabilité sociale, économique et politique de nombreux pays en développement (Urdal, 2012 ; Nwokwu, 2013). En effet, les jeunes chômeurs pourraient être manipulés pour perturber la stabilité de la démocratie à tout moment (Nwokwu, 2013). En outre, le taux de chômage élevé des jeunes les expose aux abus des politiciens qui les utilisent pour des activités politiques antisociales et clandestines. Selon l'OIT, un jeune est défini comme une personne âgée de 15 à 24 ans. Alors que la Charte africaine de la jeunesse définit la jeunesse comme toute personne âgée de 25 à 35 ans. Cette définition de la charte africaine tient compte des réalités africaines.

Taylor et Hudson (1972) et Gupta (1990) ont identifié trois formes d'instabilité politique. Il y a l'instabilité des élites ou de l'exécutif (coups d'État, changements et crises au sein du gouvernement), l'instabilité de masse (mouvements sociaux :

3 Lieux de conflits armés et données sur les événements (ACLED)

grèves, manifestations ou émeutes) et l'instabilité armée ou violente (guerres civiles, guérilla, actions politiques violentes). Pour Fosu (1992), l'instabilité politique est le changement du pouvoir politique par la violence et les changements en fonction des structures juridiques. Quant à Alesina et al (1996), ils définissent l'instabilité politique comme la propension à un effondrement du gouvernement par des moyens constitutionnels ou inconstitutionnels. L'instabilité politique est un concept complexe et multidimensionnel. Elle peut ne pas avoir la même signification dans tous les pays. Alors que la Côte d'Ivoire sort de dix ans de crises et compte tenu du rôle majeur joué par les jeunes pendant ces crises, il est important d'examiner si le chômage des jeunes est un facteur contribuant à l'instabilité politique en Côte d'Ivoire. L'objectif de cette étude est d'analyser la corrélation entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique en Côte d'Ivoire. Pour atteindre cet objectif, nous essayons de répondre à la question suivante au cours de cette étude: Quelle est la relation entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique en Côte d'Ivoire?

L'objectif de cette étude est de placer le chômage des jeunes au cœur de l'analyse sur la stabilité politique en Côte d'Ivoire. L'analyse des facteurs potentiels influençant la stabilité est essentielle pour le maintien de la paix et de la prospérité dans un pays qui vient de traverser une longue période de crise. Une des contributions intéressantes de cette étude est l'adoption d'une approche régionale pour mener l'analyse concernant le lien entre l'instabilité politique et le chômage des jeunes en Côte d'Ivoire. En effet, la relation entre ces deux variables peut varier d'une région à l'autre, alors que la plupart des études abordent la relation entre ces deux variables dans une perspective nationale.

Analyse des crises politiques en Côte d'Ivoire

Depuis l'indépendance en 1960 jusqu'à l'avènement de la démocratie en 1990, la Côte d'Ivoire a été citée comme un exemple de pays stable. Le premier président Félix Houphouët-Boigny a réussi à maintenir la stabilité politique du pays jusqu'à sa mort en 1993, malgré les tensions entre autochtones et non-autochtones dans les régions de l'ouest du pays en raison de la pénurie de terres (Beauchemin 1999). Mais après sa mort, son successeur Henry Konan Bédié a introduit la dimension identitaire dans la politique pour écarter certains de ses rivaux comme Alassane Ouattara de la partie nord du pays. Les gens du nord du pays se sentaient marginalisés et il y avait beaucoup de tensions dans le pays. Ces tensions ont conduit à des troubles politiques qui ont culminé avec le premier coup d'État en 1999. Après ce coup d'État, la Côte d'Ivoire a traversé plus de dix ans de crise militaire et politique qui s'est terminée en 2011 par les violences post-électorales qui ont fait près de 3000 morts. Le tableau 1 montre les changements de régime et les remaniements ministériels à partir de 1999. Les changements de régime ou les remaniements ministériels n'ont pas toujours été conformes au cycle politique habituel de la Côte d'Ivoire.

Tableau 1 : Changement de régime et remaniements ministériels en Côte d'Ivoire depuis 1999

Dates	Remaniement ministériel et changement de régime	Les grands événements conduisant à l'instabilité	Les acteurs en conflit
Le 24 décembre 1999	Coup d'État par le général Guéi Robert	Une rébellion de soldats se transforme en coup d'État. Les rebelles dirigés par le général Guéi Robert renversent le régime du président Henry Konan Bédié.	Les rebelles dirigés par le général Guéi Robert et le régime du président Henry Konan Bédié (PDCI-RDA)
Le 22 octobre 2000	Élection de Laurent Gbagbo à la présidence de la République	Le ministère de l'intérieur annonce la victoire du général Guéi Robert et Laurent Gbagbo se déclare "chef de l'Etat" et appelle ses partisans à descendre dans la rue	Le parti de Laurent Gbagbo (FPI) et le camp du général Guéi Robert.
Le 5 août 2002	Création d'un gouvernement d'union nationale avec tous les principaux partis politiques du pays.	Création d'un "forum pour la réconciliation nationale", visant à mettre fin aux tensions.	Tous les grands partis politiques du pays.
Le 19 septembre 2002	Tentative de coup d'État qui s'est transformée en rébellion.	Les soldats exilés dans les pays voisins lancent des attaques sur différents camps militaires et tentent de renverser le régime en place. Ils échouent et prennent le contrôle de Bouaké (centre-nord) et de Korhogo (nord).	Le régime du président Laurent Gbagbo et les insurgés (MPCI)
Le 26 janvier 2003	Nomination de Seydou Diarra au poste de Premier ministre par consensus	Signature de l'accord de Marcoussis et violentes manifestations à Abidjan	Tous les principaux partis politiques du pays et la rébellion (Forces Nouvelles).
Le 4 décembre 2005	Nomination de Charles Konan Banny au poste de Premier ministre par consensus et création d'un gouvernement de transition	Signature de l'accord de Pretoria	Tous les principaux partis politiques du pays et la rébellion (Forces Nouvelles).
Septembre 2006	Deuxième gouvernement de Charles Konan Banny	Élimination des déchets toxiques.	Le Président Gbagbo et le Premier ministre Charles Konan Banny.
Le 4 avril 2007	Nomination de Soro Guillaume, le chef de la rébellion, au poste de Premier ministre.	Signature de l'accord d'Ouagadougou.	Le camp du président Laurent Gbagbo et la rébellion (Forces Nouvelles)
Le 28 novembre 2010	Deuxième tour de l'élection présidentielle : Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo déclarés vainqueurs.	Crise post-électorale qui a conduit à l'arrestation de Laurent Gbagbo et à la prise de pouvoir d'Alassane Ouattara.	Les pro-Gbagbo et les pro-Ouattara

Source : De l'auteur

L'échec du coup d'État de 2002, qui s'est transformé en rébellion, a provoqué la division du pays en deux. Le camp présidentiel stationné à Abidjan contrôlait 40% du territoire national et la rébellion opérant depuis Bouaké contrôlait les 60% restants. Les jeunes ont joué un rôle important dans cette crise. Le camp présidentiel a été soutenu par les "jeunes patriotes" qui, par des actions pacifiques et violentes, ont contribué à maintenir le régime au pouvoir jusqu'en 2011. La rébellion a également utilisé les jeunes pour accroître sa force militaire.

Les deux parties ont promis de recruter des jeunes. Face aux offres des deux parties, de nombreux jeunes chômeurs avaient trois choix. Il s'agissait d'un choix rebelle, d'un choix de légalité et d'un choix de neutralité. Les jeunes qui ont préféré la rébellion ont rejoint le camp de la rébellion et les jeunes qui ont opté pour la légalité ont rejoint le camp présidentiel. Certains jeunes qui ont préféré la neutralité ont été amenés à rejoindre l'un des deux camps par des menaces à l'encontre de leur famille ou d'eux-mêmes. Ils ont également été amenés à rejoindre l'un des deux camps parce que les neutres étaient considérés par les deux camps comme des espions pour l'autre camp. Cette pression a conduit certains jeunes à rejoindre l'un ou l'autre camp. En guise de récompense, le camp présidentiel a recruté 3 000 jeunes de son camp appelés "jeunes recrutés" dans l'armée régulière et a offert des incitations à ses soldats. En recrutant ces jeunes, le camp présidentiel a donné du travail à ces jeunes, pour la plupart sans emploi. Lors de la signature d'un accord entre les deux parties, 5 000 soldats rebelles ont rejoint l'armée régulière. Les chefs rebelles avaient promis des sommes d'argent aux jeunes recrutés dans leurs rangs et leur intégration dans l'armée régulière.

Méthodologie

Dans cette étude, nous utilisons à la fois une analyse descriptive et économétrique pour mener l'analyse empirique. Les données provenant d'enquêtes nationales et d'institutions internationales ont été largement utilisées pour soutenir cette analyse. L'analyse empirique sera effectuée en deux étapes. Dans la première étape, nous effectuerons une analyse statistique et dans la seconde, nous fournirons une estimation économétrique. Suivant la méthode d'analyse de Hoeffler (2008), nous adoptons une approche analytique et descriptive. A travers des graphiques et le calcul de ratios, nous analyserons la relation entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique en Côte d'Ivoire. Nous utilisons également cette méthode pour montrer la particularité de chaque région de la Côte d'Ivoire.

Un modèle économétrique peut être utilisé pour analyser la relation entre l'instabilité politique et le chômage des jeunes en Côte d'Ivoire. Sur la base des travaux de Mbaku et Paul (1989) et d'Aisen et Veiga (2006), nous appliquons un modèle de panel pour analyser la relation entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique en Côte d'Ivoire. Nous avons identifié 11 régions du pays qui seront utilisées pour constituer

les individus du panel (la région centrale, la région centre-est, la région centre-nord, la région centre-ouest, la région nord, la région nord-est, la région nord-ouest, la région ouest, la région sud, la région sud-ouest et la ville d'Abidjan).

Conclusion et recommandations

Analyser la relation entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique est indispensable pour la Côte d'Ivoire, qui vient de traverser dix ans de crise politico-militaire. Les jeunes Ivoiriens sont actifs en politique. L'objectif de cette étude est d'analyser le lien entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique. Au cours de cette étude, nous avons mené une analyse descriptive et économétrique. La distinction entre les jeunes âgés de 15 à 24 ans et les jeunes âgés de 25 à 35 ans a révélé qu'en ne considérant que les 15-24 ans comme des jeunes, le niveau de chômage des jeunes et l'impact des politiques de lutte contre le chômage des jeunes pouvaient être sous-estimés. Le concept de chômage tel que défini par l'Organisation internationale du travail (OIT) ne permet pas de connaître l'ensemble de la situation du chômage en Afrique en général et en Côte d'Ivoire en particulier. Les statistiques ont révélé des taux de non-emploi supérieurs à 50% dans certaines régions, alors que les taux de chômage des jeunes selon la définition de l'OIT sont inférieurs à 5% dans ces régions.

Le choix de l'approche régionale dans cette analyse nous a incités à développer une méthode de calcul de l'indicateur d'instabilité politique. Cette étude a permis de constater qu'il existe un lien entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique en Côte d'Ivoire. Presque toutes les régions de la Côte d'Ivoire qui ont un niveau élevé de contribution à l'instabilité politique ont également un taux de chômage des jeunes élevé. Les résultats des estimations économétriques ont montré une relation positive et significative entre l'instabilité politique et le chômage des jeunes, tant pour les 15-24 ans que pour les 25-35 ans. Des résultats similaires ont été obtenus lorsque nous avons utilisé le non-emploi des jeunes comme mesure alternative du chômage des jeunes. Le niveau élevé d'instabilité politique est un facteur explicatif du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire. En outre, il existe une relation positive entre le chômage des jeunes et les taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire. D'autre part, il existe une relation négative entre le chômage des jeunes et les taux de non-scolarisation et de scolarisation dans l'enseignement supérieur.

Combattre l'instabilité politique pour réduire le chômage des jeunes

L'instabilité politique de ces dernières années a entraîné la fermeture d'entreprises et la perte d'emplois qui s'en est suivie. Les crises politiques persistantes entravent les nouveaux investissements et la création d'emplois pour les jeunes diplômés de l'université. La création d'un environnement politique stable rassure les investisseurs

qui investiront davantage et créeront des emplois. Une analyse régionale sur la relation entre le chômage des jeunes et l'instabilité politique a montré qu'Abidjan et les régions du centre-nord ont été identifiées comme des zones où les activités politiques ont été plus violentes et où le taux de chômage des jeunes est élevé. Il est donc important de s'attaquer aux disparités régionales et à la marginalisation afin d'éviter que certaines régions ne deviennent des terrains propices à des activités perturbatrices. Des actions spécifiques sont nécessaires dans ces régions pour atténuer les risques potentiels d'instabilité politique si l'on veut s'attaquer au chômage des jeunes de manière durable. La relation positive entre le chômage des jeunes et les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire implique que les programmes d'enseignement général soient révisés afin d'offrir davantage de possibilités d'emploi à ceux qui ne peuvent pas accéder à l'enseignement supérieur.

Redéfinition du chômage

L'écart important entre le taux de chômage des jeunes et le non-emploi des jeunes en Côte d'Ivoire devrait inciter les autorités ivoiriennes à revoir la définition du chômage. Bien que la définition universellement acceptée du chômage des jeunes permette une comparaison plus facile entre les pays, les États africains en général et la Côte d'Ivoire doivent tenir compte de la situation qui prévaut dans leurs pays respectifs pour une meilleure définition du chômage. Ils doivent tenir compte du non-emploi des jeunes dans la formulation de leur politique de lutte contre le chômage des jeunes.

Collecte et stockage de données de bonne qualité sur le chômage des jeunes

L'un des principaux défis que pose la réalisation d'études sur le chômage des jeunes en Afrique en général et en Côte d'Ivoire est le manque de données. Le manque de données nous a empêchés de mener une analyse économétrique sur une longue période. Il est donc important de réfléchir à la manière de collecter et de stocker régulièrement des données de bonne qualité sur le chômage des jeunes afin de pouvoir mener des études et élaborer des politiques appropriées pour lutter contre le chômage des jeunes en Côte d'Ivoire.

Références

- Aisen, A. et Veiga, F. (2011), "How does political instability affect economic growth?", IMF Working Paper N° WP/11/12, International Monetary Fund 2011.
- Aisen, A. et Veiga, F. J. (2006), "Does Political Instability Lead to Higher Inflation? A Panel Data Analysis", *Journal of Money, Credit and Banking*, Vol. 38, No. 5 (Aug. 2006), pp. 1379–1389.
- Alesina, A., Özler, S., Roubini, N., et Swagel, P. (1996), "Political instability and economic growth", *Journal of Economic growth*, 1(2), pp. 189–211.

- Alesina, A. et Perotti, R. (1996), "Income distribution, political instability, and investment", *European Economic Review* 40, pp. 1203–1228.
- Beauchemin, C (1999), "The Return to the Countryside in Côte d'Ivoire - Myth or Reality ", Working paper, Institute of Urban Planning, Theories of Urban Transformations Laboratory, University of Paris 8.
- Benhabib, J., et Spiegel, M. (1992), "*The role of human capital and political instability in economic development*", CV Starr Center for Applied Economics, New York University, Faculty of Arts and Science, Department of Economics.
- Campos, N.F., et Nugent, J.B. (2000), "Who is Afraid of Political Instability?", *Journal of Development Economics*. 67(1): pp. 157–172.
- Cincotta, R. P., Engelman, R. et Anastasion, D. (2003), "*The Security Demographic: Population and Civil Conflict After the Cold War*", Washington DC: Population Action International.
- Colino, A. (2012), "Conflict Resolution Processes, Uncertainty and Labor Demand", *Journal of Peace Research*, 49(5): pp. 661–670.
- Collier, P. (2000), "Rebellion as a Quasi-Criminal Activity", *Journal of Conflict Resolution*. 44: pp. 168–183.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org